

Conseil Municipal du	10 avril 2017
----------------------	---------------

à	18h00
---	-------

N°ordre	11
N° identifiant	2017-0119

Titre	16 - Emprunts et dettes assimilées - Budget Principal - Garantie d'emprunt à 50% à l'Association L'Oreille est Hardie - Le Confort Moderne - Dépenses d'équipement dans le cadre des travaux de réhabilitation du Confort Moderne- Prêt de 226 000 € auprès du Crédit Coopératif
-------	--

Rapporteur(s)	Francis CHALARD
Date de la convocation	22/03/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	M.BLANCHARD François et Mme BALLON Clotilde

PJ.	Projet de contrat de prêt Tableau d'amortissement
-----	--

Membres en exercice	53	
Quorum		

Présents	45	<p>M. Alain CLAEYS - Maire</p> <p>Mme Laurence VALLOIS-ROUET - M. Francis CHALARD - M. Bernard CORNU - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Aurélien TRICOT - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - Mme Régine FAGET-LAPRIE - Mme Patricia PERSICO - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. François BLANCHARD - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU Adjoint</p> <p>Mme Eliane ROUSSEAU - M. Jean-Baptiste RICCO - Mme Nicole BORDES - M. Daniel HOFNUNG - M. Yves JEAN - Mme Francette MORCEAU - Mme Michèle HENRI - Mme Christine BURGERES - M. Patrick CORONAS - M. Laurent LUCAUD - Mme Anne GERARD - Mme Clotilde BALLON - Mme Martine APERCE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Philippe PALISSE - M. Jean-José MASSOL - Mme Valérie FRANCHET-JUBERT - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Jacques ARFEUILLERE - M. Alain VERDIN - Mme Aïcha HOUSSEIN - M. Frédéric BOUCHAREB - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BONNEFON - Mme Coralie BREUILLE - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Marie-Madeleine JOUBERT - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Peggy TOMASINI Conseillers municipaux</p>
----------	----	---

Absents	1	Mme Michèle FAURY-CHARTIER Conseillère municipale
---------	---	--

Mandats	7	<u>Mandants</u> Monsieur BELGSIR El Mustapha Madame GUERINEAU Diane Monsieur AIME Jules Madame PROST Marie-Dolorès Monsieur ROBLOT Edouard Madame LABAYE Manon Madame RIMBAULT-RAITIERE Nathalie	<u>Mandataires</u> Madame GERARD Anne Madame TOMASINI Peggy Monsieur JEAN Yves Madame FRANCHET-JUBERT Valérie Madame DAIGRE Jacqueline Madame FRAYSSE Christiane Monsieur CORONAS Patrick
Observations	Le procès-verbal du Conseil municipal du 26 septembre 2016 a été approuvé. Les délibérations n°36, 76, 77 et 78 sont passées après la n°9, puis l'ordre chronologique des délibérations a repris à la n°10		

Projet de délibération étudié par:	1- Commission générale Finances - Ressources - Personnel
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

Cette délibération intègre l'engagement pour l'accès aux droits fondamentaux de l'Agenda 21 de Grand Poitiers, au titre de l'opération proposée : l'accord d'une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % à l'Association « L'Oreille est Hardie – Le Confort Moderne » pour **le financement de l'acquisition de matériel son et lumière, suite aux travaux de réhabilitation du site du Confort Moderne.**

- Vu les articles L.2252-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les articles D.1511-30 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'article 2298 du Code Civil ;

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil municipal de la Ville de Poitiers accorde sa garantie solidaire à hauteur de 50 % à l'Association « L'Oreille est Hardie – Le Confort Moderne », sise 185 Bis rue du Faubourg du Pont Neuf - 86000 Poitiers , Siret n° 321 486 896 000 20 pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires au titre de l'emprunt d'un montant en principal de 226 000,00 € (deux cent vingt-six mille Euros), que cette Association a contracté ou se propose de contracter auprès du Crédit Co-opératif, Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable, dont le siège social est situé 12 Boulevard Pesaro – CS 10002 – 92024 NANTERRE Cedex, ayant pour n° d'identification unique 349 974 931 RCS NANTERRE, selon les modalités suivantes :

OBJET DU CONCOURS :

Le financement de l'acquisition de matériel son et lumière.

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

Nature du Concours : prêt à long terme avec phase de versement des fonds.

Montant du prêt : 226 000,00 €

Phase de versement des fonds :

- Durée maximum : 12 mois
- Taux annuel d'intérêt : fixe à 0,71 %

Phase de remboursement du capital consolidé :

- Durée : 8 ans
- Taux annuel d'intérêt : fixe à 0,71 %
- Echéances mensuelles constantes
- Frais de dossier : 200,00 €

La garantie de la Ville de Poitiers est accordée pour la durée totale du concours, soit 9 ans, dont 12 mois maximum de phase de mobilisation.

Article 2 :

La Ville de Poitiers accorde cette garantie, après avoir pris connaissance du tableau d'amortissement établi par le CREDIT COOPERATIF, en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

Article 3 :

Dans le cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues, la Ville de Poitiers s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande du CREDIT COOPERATIF envoyée en lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en renonçant aux bénéfices de discussion et de division, et sans jamais pouvoir opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Ville de Poitiers s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, les ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Article 5 :

Le Conseil municipal de Poitiers autorise le Maire, et concurremment à lui, l'adjoint délégué aux finances, ou tout autre personne habilitée en application des articles L2122-17, L2122-18 et L2122-19 du Code général des collectivités territoriales :

- à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Coopératif et l'Association « L'Oreille est Hardie – Le Confort Moderne »
- et à procéder ultérieurement, sans autre délibération, aux opérations qui nécessiteraient, le cas échéant, la mise en œuvre de cette garantie

Article 6 :

Le Conseil municipal décide de renoncer à opposer au Crédit Coopératif la convention de garantie que la Ville de Poitiers a éventuellement conclu avec l'emprunteur ou toute autre condition subordonnant la mise en jeu de sa garantie.

POUR	48	
CONTRE	0	
Abstention	4	M. Jacques ARFEUILLERE, Mme Manon LABAYE, Mme Christiane FRAYSSE, Mme Marie-Madeleine JOUBERT
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Maire,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	13 avril 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	14 avril 2017
Identifiant de télétransmission	86-218601946-20170410-lmc133002-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.3
Nomenclature Préfecture	Emprunts

PRETEUR : CREDIT COOPERATIF
NOM : L'OREILLE EST HARDIE - LE CONFORT MODERNE
N/REF : REA / CVR
N° CLIENT : 07682628
N° CONTRAT : 17023620
DATE : 02/03/2017

NOTICE D'INSTRUCTIONS

*La régularisation de votre contrat nécessite un soin particulier.
Aussi nous attirons votre attention sur la liste des pièces qui nous sont nécessaires : elles figurent sur la notice d'instruction ci-après.
Le versement de votre concours est conditionné par cette production.
Nous vous remercions à l'avance et restons à votre disposition pour toute information complémentaire.*

DOCUMENTS CONTRACTUELS

Nous vous prions de trouver ci-joint les exemplaires des Conditions Générales et Particulières du contrat, à nous renvoyer.

- Un extrait de procès-verbal de délibération (**à établir sur papier à en-tête de la société**) à faire prendre par le conseil d'administration ou l'Assemblée Générale pour **autoriser** le concours et reprenant les conditions de taux, de durée, d'amortissement et de garanties portées au contrat.

PIECES DIVERSES OU RENSEIGNEMENTS A FOURNIR

- Les factures relatives à l'objet financé.
- Le justificatif des conditions préalables ou des autres conditions précisées aux Conditions Particulières du contrat.
- Un modèle de délibération pour la (ou les) collectivité(s) territoriale(s) accordant sa garantie au remboursement du concours et reprenant les conditions de taux, de durée, d'amortissement et de garanties portées au contrat. Ces pièces devront nous être retournées revêtues du cachet de dépôt en Préfecture.

NOUS ATTIRONS VOTRE ATTENTION SUR L'IMPORTANCE QUE REVETENT LES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES GARANTIES DE COLLECTIVITES TERRITORIALES ; LES PRINCIPALES FIGURENT EN RAPPEL DANS LES DERNIERES PAGES DE VOTRE CONTRAT (LEUR LISTE N'EST PLUS EXHAUSTIVE, MAIS Y SONT MENTIONNES LES POINTS D'ACHOPPEMENT LES PLUS FREQUEMMENT RENCONTRES). UNE ANOMALIE RENCONTREE DANS LE FORMALISME DE DELIVRANCE DE LA GARANTIE PEUT LA VICIER.
LE SOIN APPORTE A CE TITRE EST DONC ESSENTIEL AU BON DENOUEMENT DE VOTRE OPERATION. NOUS NOUS PERMETTONS D'INSISTER SUR CE POINT ET VOUS REMERCIONS A L'AVANCE DE LA COLLABORATION QUE VOUS NOUS APPORTEZ A CE SUJET.

PARAPHE ET MENTIONS MANUSCRITES

L'emprunteur voudra bien :

1. parapher chaque page des conditions générales et particulières du contrat ainsi que ses annexes, si nous en avons joint.
2. apposer sa signature tant sur le contrat que sur les conventions constitutives de gage et annexes, si nous en avons joint.
3. apposer son cachet commercial à côté de sa signature, ET NE PAS DATER (pour éviter toute forclusion).

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité garante qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement solidaire à hauteur d'un montant en principal de 113 000,00 Euros (*cent treize mille Euros*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO - CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX



REFERENCES

Dossier : 17023620
ICC : 07682628
Resp. : REA / CVR
Tél. : 01 47 24 92 91
Fax : 01 47 24 89 50

PRET et/ou OUVERTURE DE CREDIT CONFIRME

entre :

Le CREDIT COOPERATIF, SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE, dont le siège est au 12 BOULEVARD PESARO - CS 10002 - 92024 NANTERRE CEDEX, immatriculée au RCS de **NANTERRE 349 974 931** représentée par son Directeur général ou par ses délégués, ci-après dénommée "le Prêteur"

d'une part,

et :

Le ou les Emprunteurs conjoints et solidaires, plus amplement désignés au Chapitre I "Conditions particulières", ci-après dénommés "L'Emprunteur"

d'autre part,

En présence des personnes qui se sont portées cautions de l'Emprunteur également désignées au Chapitre I "Conditions particulières".

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Le prêteur consent et/ou ouvre à l'emprunteur, un crédit dont :

Les **conditions particulières** précisant l'objet, le montant, la durée, les modalités et garanties, figurent au **Chapitre I**.

La nature du concours accordé figure en tête des conditions particulières ; elle détermine les conditions générales qui lui sont applicables. Il est entendu que les fonds devront impérativement être utilisés pour l'objet du concours désigné au Chapitre I.

Les **conditions générales** figurent au **Chapitre II** ci-après

Les conditions générales des prêts et ouvertures de crédits confirmés étant réunies sous le même chapitre, celui-ci est décliné en 3 volets (A, B et C) se rapportant :

- 1- Volet A : aux conditions générales spécifiques aux Prêts
- 2- Volet B : aux conditions générales spécifiques aux Ouvertures de Crédits Confirmés
- 3- Volet C : aux conditions générales communes à ces 2 types de concours

Les conditions générales spécifiques aux prêts ne s'appliquent pas aux ouvertures de crédits et inversement.

REFERENCES

Dossier : 17023620
ICC : 07682628
Resp. : REA / CVR
Tél. : 01 47 24 92 91
Fax : 01 47 24 89 50

Chapitre I - Conditions Particulières

DATE DE NOTIFICATION : 02/03/2017

I - IDENTIFICATION DE L'EMPRUNTEUR

ICC : 07682628
NOM : L'OREILLE EST HARDIE - LE CONFORT MODERNE
FORME JURIDIQUE : Association
ADRESSE : 185 Bis Rue du Faubourg du Pont Neuf
86000 POITIERS

II - OBJET DU CONCOURS

Financement de l'acquisition de matériel son et lumière.

III - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

NATURE DU CONCOURS : PRET LONG TERME AVEC PHASE DE VERSEMENT DES FONDS
MONTANT : 226 000,00 Euros (deux cent vingt-six mille Euros)
DUREE TOTALE : 9 ans dont 12 mois maximum de phase de mobilisation

Il se décompose en 2 phases successives, une phase dite « versement des fonds » décrite au paragraphe « Phase de versement des fonds » ci-après, suivie d'une phase de remboursement des fonds versés décrite au paragraphe « Phase de remboursement du capital consolidé ».

1. PHASE DE VERSEMENT DES FONDS

1.1 DUREE

La phase de versement commencera à courir à compter de la signature du contrat par le Prêteur, l'Emprunteur et ses Garants et après régularisation des garanties et levée des conditions suspensives éventuelles.
Elle s'achèvera au plus tard le : 21/02/2018.

1.2 VERSEMENT DES FONDS

Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en Annexe 1, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.

1.3 TAUX D'INTERET DE LA PHASE DE VERSEMENT

TAUX ANNUEL D'INTERET : **0,71 % Fixe**

Les intérêts seront décomptés sur la base d'une année de 360 jours, d'un semestre de 180 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un mois de 30 jours.

1.4 FACTURATION ET BASE DE CALCUL DES INTERETS

Durant cette phase, l'Emprunteur payera des intérêts, par **échéances** mensuelles, à terme échu.

Les échéances suivantes seront exigibles le dernier jour de chaque période mensuelle suivante.

Les intérêts seront décomptés sur la base d'un trimestre de 90 jours et d'une année de 360 jours.

Les intérêts seront calculés prorata temporis sur l'encours des sommes versées.

Les sommes versées porteront intérêts à compter de leur versement.

L'Emprunteur recevra un avis mentionnant les intérêts à payer, calculés conformément aux dispositions indiquées ci-dessus.

1.5 MODALITES DE CONSOLIDATION DES FONDS VERSES

Les sommes versées seront consolidées en un prêt long terme dont les caractéristiques sont définies au paragraphe "Phase de remboursement du capital consolidé".

Cette consolidation interviendra au terme de la phase de versement des fonds, tel qu'indiqué au paragraphe 1.1 « DUREE » (« la Date de Consolidation »).

L'Emprunteur aura la faculté de réaliser cette opération avant le terme de cette période sous réserve des dispositions et préavis définis ci-dessous.

➤ **Si le déblocage total du concours est intervenu avant la fin de la phase de versement des fonds, l'emprunteur peut :**

- soit attendre la fin de la phase de versement des fonds,
- soit, sur demande expresse en utilisant la Demande de Consolidation figurant en annexe 2 des présentes, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, demander la consolidation en prêt à long terme de la totalité des fonds versés. Cette consolidation ne pourra intervenir qu'à une date prévue de paiement des intérêts et sous réserve du paiement des intérêts dus à cette date. La demande de consolidation jointe en annexe 2 devra être signée par une personne qui aura été dûment habilitée à cet effet par l'Emprunteur.

➤ ➤ **Si le déblocage total du concours n'est pas intervenu avant la fin de la phase de versement des fonds**, le prêteur procédera automatiquement et de plein droit à la consolidation de l'intégralité des sommes versées à la Date de Consolidation et le montant initial du concours sera réduit à hauteur du montant des sommes ainsi consolidées. En pareille hypothèse l'Emprunteur en sera informé par le prêteur, qui lui fournira à cette occasion un nouveau tableau d'amortissement, actualisé sur la base du montant des sommes effectivement décaissées à la Date de Consolidation.

L'Emprunteur sera alors redevable d'une commission de non utilisation égale à 3,5 % du montant du concours non versé et non consolidé à la Date de Consolidation destinée à compenser la perte financière résultant pour le prêteur de la réduction du concours initial. Cette commission sera exigible à la Date de Consolidation. L'Emprunteur autorise expressément le prêteur à prélever cette commission sur le compte mentionné au paragraphe « Paiement des Echéances » et à défaut de paiement de cette commission à bonne date le prêteur pourra prononcer, si bon lui semble, l'exigibilité anticipée de la totalité des fonds consolidés. Aucune nouvelle mise à disposition de fonds ne pourra intervenir après la Date de Consolidation.

2. PHASE DE REMBOURSEMENT DU CAPITAL CONSOLIDE

2.1 MODALITES DE CONSOLIDATION DES FONDS VERSES

Durée : **8 ans** à compter de la Date de Consolidation, telle que définie au paragraphe 1.1.

2.2 TAUX D'INTERET

TAUX ANNUEL D'INTERET : 0,71 % Fixe

Les intérêts seront décomptés sur la base d'une année de 360 jours, d'un semestre de 180 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un mois de 30 jours.

* Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après la Date de Consolidation.

2.3 ECHEANCIER

96 échéances mensuelles constantes (capital + intérêts) chacune de 2 422,35 Euros, hors assurances.

* - TAUX EFFECTIF GLOBAL :

* le TEG annuel :

a) se décomposant comme suit :

. charges financières (taux de crédit - commissions) :	0,71 %
--	---------------

. incidence frais de dossiers, d'actes et de prise de garanties y compris	
---	--

les frais d'intervention du Notaire en cas d'intervention de ce dernier	
---	--

et incidence des assurances le cas échéant :	0,02 %
--	---------------

b) ressort à :	0,73 %
----------------	---------------

* le TEG mensuel est de :	0,06 %
---------------------------	---------------

FRAIS DE DOSSIER

- frais d'étude et de réalisation : **200,00 Euros.**

- frais d'actes et de garantie : **néant**

* L'intégralité des frais de dossier sera prélevée lors de la mise en place du concours.

* Au cas où il serait précisé au paragraphe "garanties" ci-après que tout ou partie de celles-ci seraient régularisées par un officier ministériel ou un cabinet juridique, les frais de ces derniers de même que tous droits et taxes relatifs à leurs actes, ne sont pas compris dans les frais de dossier dont le montant figure ci-dessus. L'Emprunteur s'engage à les provisionner directement auprès desdits intervenants préalablement à tout versement ou mise en place du présent concours

Paiement des échéances :

Le paiement des échéances sera effectué pendant toute la durée du prêt au moyen de prélèvements sur le compte n° 42559 00042 21020522409 74 ouvert dans les livres du CREDIT COOPERATIF de l'agence de POITIERS et dont le nombre, le montant et la date d'échéance sont indiqués dans les conditions particulières et sur le tableau d'amortissement qui sera remis à l'emprunteur.

Si l'emprunteur met fin à cette autorisation sans permettre au prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le prêteur pourra, si bon lui semble, prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt.

Le présent concours est exclu de toute convention de compte courant.

IV- GARANTIES ET CONDITIONS

GARANTIE

GARANTIE SOLIDAIRE DE LA VILLE DE POITIERS, à hauteur de 50 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figure ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

⇒ à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.

⇒ à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE GARANT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ la DELIBERATION du conseil municipal de la Commune garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Maire ou l'un de ses adjoints ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

2/ Au cas le présent contrat ne serait pas signé par le Maire, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, certifié exécutoire, émanant du Maire habilitant l'un de ses adjoints ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité, cette DELIBERATION DEVRA ETRE CERTIFIEE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtue de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt émanant de la Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du maire ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité garante qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement solidaire à hauteur d'un montant en principal de 113 000,00 Euros (*cent treize mille Euros*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

CONDITIONS PREALABLES AU VERSEMENT

- ✓ Production des accords de subventions suivants :
 - Direction Régionale des Affaires Culturelles à hauteur de 100 000,00 Euros.
 - Région AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES à hauteur de 53 000,00 Euros.
 - Ville de POITIERS à hauteur de 50 000,00 Euros.
 - Centre National de la Chanson des Variétés et du Jazz à hauteur de 98 000,00 Euros.
- ✓ Production de factures d'acompte ou de factures relatives à l'objet financé.

Chapitre II - Conditions Générales

A - Conditions spécifiques aux PRETS

Article 1 - Versement des fonds :

L'Emprunteur bénéficiaire du crédit donne, dès à présent, mandat au Prêteur de verser le montant net du prêt d'ordre et pour son compte entre ses mains ou celles de qui il appartiendra et, notamment, au compte bancaire qu'il fera connaître, après régularisation des conditions et garanties prévues au Chapitre I "Conditions Particulières".

Si des limitations étaient apportées par les autorités monétaires, le versement du prêt pourrait être retardé.

Si pour des raisons qui ne seraient imputables ni au Prêteur, ni à ses mandataires, ni à l'administration, le versement du prêt n'était pas effectué dans un délai de deux mois (ou tout autre délai spécifiquement prévu aux "Conditions Particulières"), le Prêteur se réserve le droit d'annuler l'engagement de crédit. Si au terme de ce délai, le prêt n'a été que partiellement utilisé, le Prêteur pourra (i) soit annuler l'ensemble de son engagement de crédit, les sommes déjà versées devenant immédiatement et de plein droit exigibles, (ii) soit ramener le montant du prêt au montant des sommes effectivement utilisées, en adressant alors à l'Emprunteur un nouveau tableau d'amortissement.

Tout incident de paiement ou toute autre cause provoquant la déchéance du terme, survenu avant le versement intégral des fonds, entraîne, de plein droit, la résiliation du contrat.

La date de versement des fonds ou la date de valeur détermine le point de départ du cours des intérêts.

Article 2 - Taux d'intérêt :

Le taux d'intérêt est fixé au Chapitre I "Conditions Particulières".

Le Prêteur se réserve le droit de le faire varier dans les circonstances suivantes :

- 1) Variation du taux de référence porté aux "Conditions Particulières" ;
- 2) Variation du taux des fonds mis à la disposition du Prêteur pour consentir le prêt lorsque les avances sont assorties de clauses d'affectation spéciale au bénéfice d'une ou plusieurs catégories d'emprunteurs ;
- 3) Révocation de la garantie donnée par une société de caution mutuelle à un prêt bénéficiant d'un taux préférentiel ;
- 4) Non respect des conditions particulières ouvrant droit à un taux préférentiel.

En cas de déchéance du terme, le taux de référence est celui en vigueur au jour de son prononcé.

Article 3 - Remboursement du prêt :

Le remboursement du prêt aura lieu, soit par échéances comportant l'amortissement du capital et les intérêts, soit par échéances ne comportant que l'amortissement du capital, les intérêts étant facturés à part, comme indiqué aux "Conditions Particulières".

Le recouvrement de ces sommes dont l'Emprunteur se reconnaît expressément débiteur, s'effectuera par prélèvements sur le compte bancaire ou postal de l'Emprunteur.

Si l'Emprunteur met fin à ces autorisations sans permettre au Prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le Prêteur pourra, si bon lui semble, prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt dans les conditions ci-après définies aux articles 11 et 12. Tout changement de domiciliation bancaire devra être signalé au Prêteur deux mois au moins avant l'échéance à partir de laquelle la nouvelle domiciliation devra devenir effective.

Dans le cas où le prêt est assorti d'une franchise, le versement de la totalité du prêt ou du premier acompte marque le départ de la franchise ; pendant cette période, seuls seront en principe recouvrés les intérêts arrêtés trimestriellement, sauf dérogation prévue aux "Conditions Particulières".

Tout paiement reçu par le Prêteur au titre du prêt sera imputé, s'il est partiel, dans l'ordre de priorité suivant :

- en paiement de toutes les commissions dues et exigibles au titre du présent contrat ainsi que des frais et accessoires afférents au prêt, puis
- en paiement de tous intérêts de retard dus et exigibles au titre du présent contrat, puis
- en paiement de tous intérêts dus et exigibles au titre du présent contrat, et enfin
- en paiement de toute somme en principal due et exigible au titre du présent contrat.

Article 4 - Remboursement anticipé :

Le remboursement anticipé n'est possible qu'à la date de l'une des échéances de capital prévue au contrat, avec paiement d'une indemnité définie ci-après.

L'Emprunteur qui sollicite le remboursement anticipé doit en aviser le Prêteur, par lettre recommandée avec demande d'acquit de réception, quatre vingt dix jours au moins avant la date d'échéance ; s'il s'agit d'un jour férié, la demande doit être reçue le jour ouvré qui précède. Toute notification de remboursement anticipé est irrévocable et oblige l'Emprunteur à procéder au paiement annoncé à la date prévue.

Le Prêteur communique le montant à rembourser, en précisant la date à laquelle doit être effectué le paiement.

Aucun montant ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé ne pourra être réemprunté.

Sauf accord contraire entre le Prêteur et l'Emprunteur, tout remboursement anticipé partiel s'imputera au prorata sur les échéances restant à courir, la durée du prêt restant inchangée.

4.1 Remboursement anticipé d'un prêt à taux fixe :

Si le taux d'intérêt du prêt en taux fixe est supérieur au taux de réemploi défini ci-après, le remboursement anticipé, total ou partiel, est subordonné au paiement d'une indemnité destinée à compenser la perte financière résultant pour le Prêteur de ce remboursement anticipé.

Dans ce cadre, l'indemnité est égale à la différence entre :

- la valeur actuelle, calculée au taux de réemploi défini ci-dessous, des échéances (intérêts et capital) qu'aurait produit le capital remboursé par anticipation sur la base du taux fixe et sur sa durée résiduelle,
- et le capital remboursé par anticipation.

Le taux de réemploi est le taux de l'OAT à taux fixe dont la vie moyenne résiduelle est la plus proche, à la date de remboursement par anticipation, de la vie moyenne du prêt à taux fixe. Le taux de réemploi est celui constaté le dernier jour de l'avant dernier mois précédant la date du remboursement anticipé.

Dans l'hypothèse où le taux de réemploi est supérieur au taux fixe du prêt donnant lieu au remboursement, l'indemnité est égale à 3% du capital remboursé par anticipation.

4.2 Remboursement anticipé d'un prêt à taux variable ou révisable :

Le remboursement anticipé, dans le cadre d'un prêt à taux variable ou révisable, est assujéti à une indemnité forfaitaire de 3% du capital remboursé par anticipation.

B - Conditions spécifiques aux CREDITS CONFIRMES

Article 5 - Montant - Utilisation :

L'Emprunteur ne pourra exiger l'utilisation de ce crédit qu'après régularisation de tous les actes et formalités de garanties nécessaires après paiement de la première commission d'engagement après réalisation des conditions préalables éventuellement stipulées, tel qu'il est indiqué au Chapitre I "Conditions Particulières". Ce crédit sera réductible progressivement. Après avoir utilisé ce crédit et l'avoir remboursé en totalité ou en partie, l'Emprunteur pourra demander de nouvelles utilisations dans les limites de montant d'amortissement et de durée prévus.

Toutes les sommes qui viendront à dépasser les montants autorisés à l'une des dates fixées au tableau d'amortissement seront exigibles à la date concernée et toutes les sommes pouvant être dues, en vertu de la présente ouverture de crédit devront avoir été réglées à la dernière des dates figurant audit tableau d'amortissement.

L'utilisation du crédit ne pourra avoir lieu qu'au moyen de billets à ordre souscrits par l'Emprunteur et domiciliés chez la Banque désignée par l'Emprunteur et indiquée au Chapitre I "Conditions Particulières".

Ces billets à ordre seront à échéance maximale de trois mois avec utilisation minimale de dix jours. Ils pourront être renouvelés de trois mois en trois mois dans les limites de montant, d'amortissement et de durée du crédit consenti.

Pour l'utilisation du crédit, l'Emprunteur devra remettre lesdits billets à ordre préalablement au Prêteur qui versera le montant du billet net de l'escompte sur le compte de l'Emprunteur ouvert auprès de la Banque désignée au Chapitre I "Conditions Particulières".

La souscription des billets à ordre ou leur renouvellement ainsi que l'acceptation par le Prêteur de garanties réelles ou mobilières ou de sûretés personnelles n'apporteront pas novation à la présente ouverture de crédit et l'inscription de garantie qui en est la conséquence restera le gage du Prêteur jusqu'à complet remboursement des sommes qui pourront être dues par l'Emprunteur et jusqu'à ce que mainlevée ait été donnée.

Comme aucune souscription de billet à ordre, assortie ou non de garanties particulières, n'emportera novation ni dérogation aux présentes, c'est en vertu de celles-ci que les poursuites éventuelles seront toujours exercées.

L'amortissement du crédit s'effectuera au moyen de trimestrialités dont le nombre, le montant et la date de départ sont indiqués en un tableau récapitulatif figurant au Chapitre I "Conditions Particulières".

Le Prêteur ne pourra réclamer le remboursement des sommes utilisées qu'à concurrence du montant des billets à ordre venus à échéance.

Article 6 - Intérêts - Commissions :

Les intérêts seront calculés au taux d'escompte pratiqué lors de chaque utilisation ou de chaque renouvellement. Le taux d'escompte en vigueur lors de la présente ouverture de crédit est indiqué au Chapitre I "Conditions Particulières".

Les intérêts et les impôts ci-après prévus ainsi que toute commission d'usage seront perçus trimestriellement et d'avance sur la base des sommes utilisées.

En outre, il sera perçu par le Prêteur une commission d'engagement dont le taux est indiqué au Chapitre I "Conditions Particulières". Cette commission d'engagement sera payable trimestriellement et d'avance sur la totalité du concours autorisé, quel que soit le montant utilisé par l'Emprunteur. Toute commission perçue par le Prêteur lui sera définitivement acquise.

Article 7 - Remboursement anticipé :

L'Emprunteur aura la faculté de rembourser par anticipation à la date de chacune des échéances fixées au tableau d'amortissement, à condition d'aviser le Prêteur de son intention au moins quinze (15) jours à l'avance et de régler l'intégralité des sommes restant dues au titre de la présente ouverture de crédit à cette date et après paiement de la trimestrialité normalement prévue audit jour. En conséquence, la perception des intérêts et de la commission d'engagement cessera à la date d'effet du remboursement anticipé.

C - Conditions communes aux deux types de concours

Article 8 - Règlements par prélèvements :

8.1 Prélèvement SEPA

Le Prêteur adopte, pour ses prélèvements automatiques, le format SEPA (Espace Unique de Paiement en Euro), SEPA étant la zone dans laquelle les particuliers, les entreprises et les autres acteurs économiques peuvent, à compter de cette date, effectuer et recevoir des paiements en euro au sein de l'Europe (actuellement définie comme les 27 Etats membres de l'UE plus l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, Monaco et la Suisse), que ce soit à l'intérieur des frontières nationales ou à travers elles, dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations quel que soit le lieu où ils se trouvent.

En conséquence, les identifiants des comptes bancaires sont au format BIC IBAN.

Dans ce cadre, le mandat de prélèvement SEPA remplace l'ancienne autorisation de prélèvement automatique. Ce mandat est caractérisé par un numéro appelé Référence Unique de Mandat (RUM).

Par ailleurs, s'agissant du créancier émetteur de prélèvements, l'Identifiant Créancier SEPA (ICS) remplace l'ancien Numéro National d'Emetteur (NNE).

8.2 Champ d'application du prélèvement SEPA

Dans l'hypothèse où le règlement des sommes dues au titre du présent crédit s'effectueraient par prélèvements sur un compte bancaire ouvert auprès d'un autre établissement, les prélèvements réalisés s'effectuent selon les conditions et modalités du prélèvement SEPA.

Il en sera également ainsi dans l'hypothèse où l'Emprunteur entendrait transférer le prélèvement des sommes dues au titre du présent crédit sur un autre compte ouvert auprès d'un autre établissement, étant précisé que ce transfert devra être constaté par voie d'avenant à l'occasion duquel il appartiendra à l'Emprunteur d'accorder au Prêteur un mandat de prélèvement SEPA.

8.3 Dispositions relatives au règlement des commissions, frais et accessoires

Dans l'hypothèse où les commissions, frais et accessoires dus à la date du premier versement du crédit, tels qu'éventuellement stipulés au Chapitre I "Conditions Particulières", ne seraient pas imputés sur le montant versé (versement « brut »), ces commissions, frais et accessoires seront prélevés sur le compte de l'Emprunteur à partir du premier jour ouvrable suivant la première utilisation du crédit.

8.4 Dispositions relatives aux réaménagements du crédit

En cas de réaménagement du crédit, la première échéance de l'échéancier réaménagé, de même que les commissions, frais et accessoires dus au titre de ce réaménagement, seront prélevés sur le compte de l'Emprunteur à partir du premier jour ouvrable suivant la date de signature de l'avenant constatant ce réaménagement.

8.5 Dispositions relatives à la représentation des impayés

A défaut de paiement d'une somme devant être réglée par prélèvement SEPA, le Prêteur pourra assurer une nouvelle présentation de son prélèvement SEPA, pour une somme correspondant au montant de l'impayé majoré des frais et intérêts de retard calculés dans les conditions stipulées aux présentes, à compter du cinquième jour ouvrable suivant la date de l'impayé constaté.

8.6 Réclamations – Révocation

En cas de réclamation ou de révocation relative à un prélèvement SEPA, l'Emprunteur devra adresser ses demandes au siège social du Prêteur.

Article 9 - Preuve :

La preuve de la réalisation du présent crédit de même que celle des remboursements effectués résultera des écritures du Prêteur.

Article 10 - Impôts :

Les taxes ou impôts qui viendraient grever les prêts ou avances consentis dans le cadre de l'ouverture de crédit avant qu'ils ne soient remboursés, devront, s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge du Prêteur, être acquittés par l'Emprunteur en sus des sommes exigibles.

Article 11 - Impayés :

Toute échéance impayée à bonne date supportera individuellement un intérêt supplémentaire moratoire de 1,5 % par mois. Cette clause ne se cumule pas avec les sanctions de la déchéance du terme.

Il en sera de même de tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur à l'occasion du présent crédit pour quelque cause que ce soit. Cette stipulation ne pourra nuire à l'exigibilité sans préavis, et, par suite, être considérée comme un accord de délai de règlement. Les intérêts seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément à l'article 1343-2 du Code Civil.

Article 12 - Déchéance du terme :

La créance du Prêteur deviendra immédiatement exigible en son intégralité dans le cas où l'Emprunteur violerait ses statuts, ou les modifierait, ou changerait le montant et/ou la répartition du capital social de manière, soit à diminuer les garanties de solvabilité offertes, soit à perdre la qualité d'organisme pouvant bénéficier du concours du Prêteur.

De même, la créance du Prêteur deviendra de plein droit, et sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire immédiatement exigible, tant à l'égard de l'Emprunteur que de ses cautions dans les cas suivants :

1) Défaut de paiement d'une seule échéance à bonne date.

2) Inexactitude des renseignements comptables et autres déclarations fournies au Prêteur par l'Emprunteur à l'appui de la demande du concours, ou pendant la durée de son remboursement.

3) Cessation de l'activité professionnelle, cession, location ou mise en location-gérance du fonds de commerce, cession ou location de l'immeuble d'exploitation, cession ou location de matériel d'exploitation.

4) Pour une raison quelconque, l'une des garanties prévues au Chapitre I "Conditions Particulières" ne pourrait être valablement conférée ou recueillie au rang convenu.

5) Diminution des garanties de solvabilité ou de la valeur des sûretés constituées, pour quelque cause que ce soit et notamment par suite d'incendie ou de destruction partielle ou totale, ou d'expropriation.

6) Décès de l'Emprunteur s'il s'agit d'une exploitation personnelle ; dans ce cas, il y aura solidarité et indivisibilité entre ses héritiers, qui seront tenus de supporter les frais de signification prévus par l'article 877 du Code civil.

7) Décès d'une caution personne physique.

8) Dissolution, déconfiture, liquidation amiable ou judiciaire, cession globale de l'entreprise.

9) Exclusion de la Banque de France de la signature de l'Emprunteur.

10) Dénonciation de procédure tendant à la mise en vente de l'immeuble ou du fonds de commerce, ou de l'un de ses éléments.

11) Défaut de paiement par l'Emprunteur d'une somme exigible due à quiconque et correspondant notamment à des contributions fiscales ou taxes et cotisations sociales, ou survenance de l'exigibilité anticipée, pour quelque cause que ce soit, des sommes dues au titre d'un crédit quelconque accordé à l'Emprunteur par le Prêteur ou par un tiers dans le cadre d'un autre contrat, sauf si l'Emprunteur a contesté de bonne foi l'exigibilité de sa dette et saisi le tribunal compétent de cette contestation, auquel cas le manquement reproché à l'Emprunteur ne lui sera pas opposable par le Prêteur tant que le tribunal n'aura pas confirmé l'exigibilité de la dette en cause.

12) En cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme au cas où la situation de l'Emprunteur s'avérerait irrémédiablement compromise au sens de l'article L. 313-12 du Code Monétaire et Financier.

13) En cas de résiliation de contrats significatifs ou perte d'une autorisation nécessaire à l'activité de l'Emprunteur.

14) D'une façon générale, défaut d'exécuter l'une quelconque des obligations mises à la charge de l'Emprunteur ou de ses cautions par les clauses du présent contrat et, notamment, dans le cas où l'utilisation des fonds ne serait pas conforme à l'objet défini dans les conditions particulières.

Article 13 - Sanctions de la déchéance du terme :

La créance résultant de la déchéance du terme comprend :

1) Les échéances impayées, en capital, intérêts et commissions.

2) Le capital restant dû à la date du prononcé de la déchéance du terme.

3) Les intérêts courus au taux du contrat entre d'une part, la date de la dernière échéance impayée précédant le prononcé de la déchéance du terme et d'autre part, la date du prononcé de la déchéance du terme, sur le capital déterminé au 2) ci-dessus.

4) Les intérêts produits par ces trois premiers éléments constitutifs, calculés aux taux du contrat majoré de trois points, jusqu'à parfait paiement.

5) Tous les frais de justice et honoraires exposés pour parvenir au recouvrement.

6) Une indemnité forfaitaire due dans tous les cas, destinée à réparer l'ensemble des troubles que subit le Prêteur du fait du non respect par l'Emprunteur des obligations mises à sa charge, ce qui est expressément accepté par l'Emprunteur et ses cautions. Elle est déterminée de la façon suivante :

a) pour les prêts à taux variable ou révisable et pour les ouvertures de crédit confirmé elle est égale à 5 % du montant des impayés, du capital et des intérêts et commissions tels que respectivement définis aux paragraphes 1), 2) et 3) du présent article.

b) pour les prêts à taux fixe :

Le Prêteur effectue d'abord un calcul suivant la même méthode que celle indiquée ci-dessus en a).

Il est procédé ensuite à un autre calcul suivant les règles qui s'appliquent à l'indemnité de remboursement anticipé prévue à l'article 4 ci-dessus, tout se passant alors, pour les seuls besoins de ce calcul, comme si le prêt donnait lieu à un remboursement anticipé au jour de la déchéance du terme.

La somme due au Prêteur est égale au plus élevé des montants déterminés par les deux calculs.

Article 14 - Communication des documents :

L'Emprunteur s'engage à aviser sans délai le Prêteur de toutes modifications de ses statuts, de ses organes de direction ou de son organisation, et à lui fournir dans les six (6) mois suivant leur approbation ses comptes sociaux annuels, revêtus du visa du Commissaire aux comptes ou certifiés sincères en l'absence de Commissaire aux comptes.

Les personnes physiques, Emprunteur et cautions, s'engagent à fournir au Prêteur tous renseignements concernant leur régime matrimonial et notamment à lui signaler immédiatement toutes modifications qui y seraient apportées pendant la durée du crédit.

Article 15 - Délégations d'assurances :

Risque décès – perte totale et irréversible d'autonomie – incapacité de travail

Pour garantir l'exécution des engagements de l'Emprunteur, celui-ci ou tout autre personne désignée au Chapitre I « Conditions Particulières » du présent contrat, s'engage à toute demande du Prêteur, à contracter auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une assurance contre les risques décès, perte totale et irréversible d'autonomie et incapacité de travail et à en déléguer le bénéfice au Prêteur pendant toute la durée de remboursement du présent crédit.

Dans le cas où le dossier de la personne à assurer serait accepté par l'Assurance-Groupe souscrite par le Prêteur, celui-ci pourra intégrer le montant des primes au montant des échéances prévues au Chapitre I "Conditions Particulières" du présent contrat. Cette intégration cesse de plein droit dès le prononcé de la déchéance du terme, l'assuré perdant alors le bénéfice de la couverture de l'assurance.

Risque incendie et responsabilité civile

Sauf dans les cas où une assurance est rendue obligatoire par la réglementation, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une assurance le garantissant de tous dommages. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.

Article 16 - Garanties :

Pour garantir le remboursement du crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, l'Emprunteur s'engage à conférer au Prêteur toutes les garanties, tant réelles que personnelles, qui sont prévues au Chapitre I "Conditions Particulières" et qu'il a acceptées.

Il est formellement convenu que :

- Le Prêteur aura et exercera sur le ou les biens donnés en garantie tous les droits, actions et privilèges, conférés par la loi au créancier bénéficiant d'un gage, d'une hypothèque ou d'un privilège, pour se faire payer sur le prix à en provenir, du montant de toutes les sommes qui pourraient être dues par l'Emprunteur ou sa (ses) caution(s), en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, par préférence aux autres.
 - Le Prêteur ne sera pas tenu, pour sauvegarder ses droits, de procéder en premier lieu à la réalisation du gage. Il pourra toujours prendre toutes les mesures conservatoires et entreprendre telles procédures qu'il jugera utiles à la défense de ses intérêts sur les autres biens de l'Emprunteur ou ceux de sa (ses) caution(s).
- L'Emprunteur et les cautions s'engagent à ne pas consentir de garanties hypothécaires ou autres garanties réelles ou personnelles, sans s'être au préalable mis d'accord avec le Prêteur.

Article 17 - Non compensation :

L'Emprunteur ne pourra pas procéder à un paiement par compensation des créances (articles 1347 et suivants du Code Civil) dont il pourrait être débiteur au titre du présent contrat, sans l'accord préalable du Prêteur.

Article 18 - Radiation :

Lorsque l'Emprunteur se sera entièrement libéré des sommes dues en principal, intérêts, commission, et accessoires, il pourra demander qu'à ses frais avancés il soit procédé à la radiation de la ou des inscriptions de sûretés réelles prises pour garantir le remboursement du présent crédit.

Article 19 - Absence de renonciation :

Aucun retard, ni aucune omission ou abstention de la part du Prêteur dans l'exercice de l'un quelconque de ses droits aux termes du présent contrat, ne portera atteinte audit droit ni ne sera considéré comme impliquant de sa part une renonciation à se prévaloir de ce droit. Les droits et recours stipulés au présent contrat sont cumulatifs et non exclusifs d'aucun droit ou recours que le Prêteur pourrait avoir par ailleurs.

Article 20 - Frais :

Tous les frais des présentes, ainsi que ceux qui pourraient surgir ultérieurement, notamment en cas de procédure engagée par suite de la défaillance de l'Emprunteur ou des cautions ou de la déchéance du terme, sont à la charge de l'Emprunteur qui s'y oblige.

Dès à présent, l'Emprunteur donne mandat au Prêteur, pour prélever, s'il y a lieu, sur le montant du crédit accordé, les frais de dossier afférents aux présentes, tels qu'ils sont indiqués au Chapitre I "Conditions Particulières".

En outre, l'Emprunteur s'oblige à supporter les droits, taxes et impôts dont la présente opération peut être passible.

Article 21 - Substitution d'indice :

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition des taux ou des indices auxquels il est fait référence dans le présent contrat, de même qu'en cas de disparition de ces taux ou de ces indices et de substitution d'un taux ou d'un indice de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, les taux ou les indices issus de cette modification ou de cette substitution s'appliqueront de plein droit.

Article 22 - Taux effectif global :

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 313-4 du Code Monétaire et Financier, il est précisé que le taux effectif global du crédit indiqué au Chapitre I "Conditions Particulières" est calculé selon la méthode indiquée par les articles R. 314-1 et suivants du Code de la Consommation.

Article 23 - Informatique et Libertés :

Les informations nominatives recueillies dans le cadre du présent contrat sont nécessaires pour sa mise en oeuvre. Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, au Prêteur pour les besoins de gestion.

Elles pourront, de convention expresse, être communiquées par le Prêteur à ses sous-traitants, partenaires, courtiers et assureurs, ainsi qu'aux personnes morales de son groupe, à des fins de gestion ou de prospection commerciale, étant précisé que cette communication pourra, le cas échéant, impliquer un transfert de données hors de France notamment vers des pays non membres de la Communauté européenne.

L'Emprunteur peut, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement. Il peut également s'opposer, sans frais, à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale.

Les droits d'accès, de rectification et d'opposition de l'Emprunteur peuvent être exercés auprès du siège social du Prêteur.

Article 24 - Autonomie des dispositions :

Au cas où l'une quelconque des dispositions du présent contrat deviendrait ou serait déclarée nulle, interdite ou sans effet, la validité des autres dispositions du contrat n'en serait pas pour autant remise en question.

Article 25 - Garantie des dépôts dans les Etablissements de crédit information de la clientèle :

En application des articles L. 312-4 et suivants du Code Monétaire et Financier et des textes pris pour leur application, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

Article 26 - Application de l'article L. 214-46 du Code Monétaire et Financier :

Il est précisé qu'en cas de cession par le Prêteur à un Fonds commun de créances, de sa créance contre l'Emprunteur au titre du présent concours, le Prêteur se réserve la possibilité d'en confier le recouvrement à un autre établissement de crédit ou à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 27 - Attribution de compétence :

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les parties acceptent l'attribution de juridiction, devant les "TRIBUNAUX DU SIEGE SOCIAL DU PRETEUR", sous réserve des dispositions de l'article 48 du Code de Procédure Civile.

Article 28 - Signification :

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes pour les faire signifier partout où besoin sera et faire toutes formalités légales.

Article 29 - Election de domicile :

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, les parties font élection de domicile, à savoir :

- le Prêteur en son siège social :
12, boulevard Pesaro – CS 10002 – 92024 Nanterre Cedex ;
- l'Emprunteur à l'adresse indiquée au Chapitre I "Conditions Particulières".

Article 30 - Numérisation de l'acte – Convention sur la preuve :

Le(s) signataire(s) a (ont) pris note que le Prêteur pourra conserver le présent document sous la forme numérisée. Il(s) accepte(nt) donc expressément comme mode de preuve la version électronique du présent document conservée par les systèmes du Prêteur.

Article 31 - Conditions spécifiques au refinancement CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) :

Dans l'hypothèse d'un refinancement du présent prêt, partiellement obtenu auprès de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE (CEB), l'Emprunteur déclare, pour toute la durée dudit prêt et pendant un délai maximum de 3 ans après le remboursement du prêt à la CEB, soit au plus tard fin 2021 :

- (1) autoriser le Crédit Coopératif à communiquer à la CEB toutes les informations concernant l'Emprunteur, le présent prêt et les conditions de son remboursement, en ce compris la survenance de tout incident, et

(II) autoriser la CEB et le Crédit Coopératif, agissant conjointement ou séparément, le cas échéant par l'exercice d'un droit de visite, notamment dans les locaux de l'Emprunteur, à effectuer ou faire effectuer toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles concernant l'utilisation des fonds prêtés, en particulier quant à leur conformité avec l'objet du prêt stipulé aux présentes, l'Emprunteur s'engageant dans cette perspective à leur donner toutes facilités à cet effet.

Article 32 - Conditions spécifiques au refinancement BEI (Banque Européenne d'Investissement) :

Dans l'hypothèse d'un refinancement du présent prêt, obtenu auprès de la BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (BEI), l'Emprunteur déclare, pour toute la durée dudit prêt :

(I) autoriser le Crédit Coopératif à communiquer à la BEI toutes les informations concernant l'Emprunteur, le présent prêt et les conditions de son remboursement, en ce compris la survenance de tout incident, et

(II) autoriser la BEI et le Crédit Coopératif, agissant conjointement ou séparément, le cas échéant par l'exercice d'un droit de visite, notamment dans les locaux de l'Emprunteur, à effectuer ou faire effectuer toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles concernant l'utilisation des fonds prêtés, en particulier quant à leur conformité avec l'objet du prêt stipulé aux présentes, l'Emprunteur s'engageant dans cette perspective à leur donner toutes facilités à cet effet.

Article 33 - Conditions spécifiques à la garantie FEI / RSI :

Dans l'hypothèse où le présent prêt bénéficierait du soutien de l'Union Européenne par le biais de L'Instrument de partage des risques (RSI) pour les PME et Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) orientées vers la recherche et l'innovation – compartiment dédié du mécanisme de financement avec partage des risques (RSFF), il est stipulé ce qui suit :

33.1 Audit :

"La contrepartie reconnaît que le Fonds Européen d'Investissement ("le FEI"), les agents du FEI, la Banque Européenne d'Investissement ("la BEI"), la Cour des comptes européenne ("la Cour des comptes"), la Commission, les agents de la Commission (y compris L'Office européen de lutte antifraude – l'OLAF) et toutes autres institutions ou organismes de l'Union Européenne habilités à vérifier l'utilisation de la Garantie dans le cadre de L'Instrument de partage des risques (RSI) et tout autre organisme dûment autorisé par la loi à mener des audits et des activités de contrôle (collectivement, les "Parties Concernées") auront le droit de mener des audits et des contrôles et de demander des informations sur le présent accord et son exécution. La contrepartie s'engage à permettre des visites de contrôles et des inspections par les Parties Concernées à ses activités commerciales, ses livres et ses registres. Etant donné que ces contrôles pourraient être effectués sur place, la contrepartie autorise les Parties Concernées à accéder à ses bâtiments pendant les heures normales de travail."

33.2 Protection des données personnelles

"En application de l'article 5 a) du règlement européen n° 45/2001 du 18 décembre 2000 (publié au JOCE 12.01.2001), les données à caractère personnel (nom, adresse) concernant l'emprunteur et les autres données à caractère personnel relatives au prêt, pourront être communiquées au Fonds européen d'investissement (FEI), la Banque européenne d'investissement et à la Commission européenne. Elles pourront être conservées au moins jusqu'au 31 décembre 2023.

Les demandes de vérification, correction, suppression ou autres modification concernant ces données pourront être adressées par écrit par l'emprunteur, au FEI à l'adresse suivante :

European Investment Fund
Attention : EIF Data Protection Officer
15 avenue J.F Kennedy
L-2968 Luxembourg
Grand Duchy of Luxembourg

à la Banque européenne d'investissement à l'adresse suivante :

European Investment Bank
96 boulevard Konrad Adenauer
L-2968 Luxembourg
Grand Duchy of Luxembourg
Attention : EIB Data Protection Officer,

et à la Commission européenne à l'adresse du contrôleur européen de la protection des données établi en vertu du règlement européen précité.

Les demandes seront traitées dans les conditions prévues aux articles 13 à 19 de la Section V du règlement européen précité.

L'emprunteur peut déposer une plainte, conformément à l'article 32 paragraphe 2 de ce règlement, auprès du contrôleur européen de la protection des données, s'il considère que ses droits, au regard de l'article 286 du Traité établissant la Communauté Européenne, n'ont pas été respectés par le FEI, la Banque européenne d'investissement ou la Commission européenne lors du traitement des données à caractère personnel."

Fait à NANTERRE, le NE PAS DATER

en 4 exemplaires

Le Prêteur : CREDIT COOPERATIF

L'Emprunteur : L'OREILLE EST HARDIE - LE CONFORT MODERNE
(nom et qualité du signataire + cachet + signature)

X

Le Garant : VILLE DE POITIERS

(Nom et qualité du signataire + mention manuscrite + cachet + signature)

"Bon pour cautionnement solidaire à hauteur d'un montant en principal de 113 000,00 Euros (*cent treize mille Euros*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

X

MODELE DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE

Séance du CONSEIL MUNICIPAL en date du :

Date de la convocation à la séance :

Sous la présidence de M.

Ayant constaté que le quorum est atteint.

OBJET: GARANTIE SOLIDAIRE à

Le CONSEIL MUNICIPAL

Sur le rapport de M.

I - Exposé ce qui suit

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants.

II – Après en avoir délibéré, décide, à la majorité absolue des suffrages exprimés

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie solidaire de la VILLE de à :

, au capital de €uros, sis RCS sous le n° , à hauteur de % soit €uros (€uros), pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires au titre de l'emprunt d'un montant en principal de €uros (€uros) que a contracté ou se propose de contracter auprès du **CREDIT COOPERATIF**, Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable, dont le siège social est situé 12 Boulevard Pesaro – CS 10002 – 92024 NANTERRE Cedex, ayant pour n° d'identification unique 349 974 931 RCS NANTERRE, selon les modalités suivantes

OBJET DU CONCOURS

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

La garantie de la VILLE de est accordée pour la durée totale du concours, soit indiquer une durée.

ARTICLE 2 : que cette garantie est accordée, après avoir pris connaissance du tableau d'amortissement établi par le CREDIT COOPERATIF, en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE PRET

CREDIT COOPERATIF

A compter du 6 janvier 2007, la convention AERAS propose de nouvelles dispositions relatives à l'accès à l'assurance et au crédit pour les personnes présentant des risques aggravés de santé.

Pour toute information, n'hésitez pas à contacter le numéro 0821 221 021 (0,12 €/mn) ou le numéro 01.47.24.87.60 (coût d'un appel ordinaire).

nom du client : L'OREILLE EST HARDIE

montant du prêt : 226 000,00 €
à un taux annuel de : 0,710%
durée du prêt : 8 ans
échéances tous les : 1 mois
date de versement prévisionnelle : 17/12/2017
nombre d'échéances : 96

PRET A ECHEANCES CONSTANTES

TEG 0,71%

Ce document n'est pas contractuel

numéro et date Ech. Prév	encours restant dû	capital amorti	intérêts perçus	Frs ADI à chq éch.	montant de l'échéance
1 17/01/2018	223 711,37	2 288,63	133,72	0,00	2 422,35
2 17/02/2018	221 421,38	2 289,99	132,36	0,00	2 422,35
3 17/03/2018	219 130,04	2 291,34	131,01	0,00	2 422,35
4 17/04/2018	216 837,34	2 292,70	129,65	0,00	2 422,35
5 17/05/2018	214 543,29	2 294,05	128,30	0,00	2 422,35
6 17/06/2018	212 247,88	2 295,41	126,94	0,00	2 422,35
7 17/07/2018	209 951,11	2 296,77	125,58	0,00	2 422,35
8 17/08/2018	207 652,98	2 298,13	124,22	0,00	2 422,35
9 17/09/2018	205 353,49	2 299,49	122,86	0,00	2 422,35
10 17/10/2018	203 052,64	2 300,85	121,50	0,00	2 422,35
11 17/11/2018	200 750,43	2 302,21	120,14	0,00	2 422,35
12 17/12/2018	198 446,86	2 303,57	118,78	0,00	2 422,35
13 17/01/2019	196 141,92	2 304,94	117,41	0,00	2 422,35
14 17/02/2019	193 835,62	2 306,30	116,05	0,00	2 422,35
15 17/03/2019	191 527,96	2 307,66	114,69	0,00	2 422,35
16 17/04/2019	189 218,93	2 309,03	113,32	0,00	2 422,35
17 17/05/2019	186 908,53	2 310,40	111,95	0,00	2 422,35
18 17/06/2019	184 596,77	2 311,76	110,59	0,00	2 422,35
19 17/07/2019	182 283,64	2 313,13	109,22	0,00	2 422,35
20 17/08/2019	179 969,14	2 314,50	107,85	0,00	2 422,35
21 17/09/2019	177 653,27	2 315,87	106,48	0,00	2 422,35
22 17/10/2019	175 336,03	2 317,24	105,11	0,00	2 422,35
23 17/11/2019	173 017,42	2 318,61	103,74	0,00	2 422,35
24 17/12/2019	170 697,44	2 319,98	102,37	0,00	2 422,35
25 17/01/2020	168 376,09	2 321,35	101,00	0,00	2 422,35
26 17/02/2020	166 053,36	2 322,73	99,62	0,00	2 422,35
27 17/03/2020	163 729,26	2 324,10	98,25	0,00	2 422,35
28 17/04/2020	161 403,78	2 325,48	96,87	0,00	2 422,35
29 17/05/2020	159 076,93	2 326,85	95,50	0,00	2 422,35
30 17/06/2020	156 748,70	2 328,23	94,12	0,00	2 422,35
31 17/07/2020	154 419,09	2 329,61	92,74	0,00	2 422,35
32 17/08/2020	152 088,10	2 330,99	91,36	0,00	2 422,35
33 17/09/2020	149 755,74	2 332,36	89,99	0,00	2 422,35
34 17/10/2020	147 422,00	2 333,74	88,61	0,00	2 422,35
35 17/11/2020	145 086,87	2 335,13	87,22	0,00	2 422,35
36 17/12/2020	142 750,36	2 336,51	85,84	0,00	2 422,35
37 17/01/2021	140 412,47	2 337,89	84,46	0,00	2 422,35
38 17/02/2021	138 073,20	2 339,27	83,08	0,00	2 422,35
39 17/03/2021	135 732,54	2 340,66	81,69	0,00	2 422,35
40 17/04/2021	133 390,50	2 342,04	80,31	0,00	2 422,35
41 17/05/2021	131 047,07	2 343,43	78,92	0,00	2 422,35
42 17/06/2021	128 702,26	2 344,81	77,54	0,00	2 422,35
43 17/07/2021	126 356,06	2 346,20	76,15	0,00	2 422,35
44 17/08/2021	124 008,47	2 347,59	74,76	0,00	2 422,35
45 17/09/2021	121 659,49	2 348,98	73,37	0,00	2 422,35
46 17/10/2021	119 309,12	2 350,37	71,98	0,00	2 422,35
47 17/11/2021	116 957,36	2 351,76	70,59	0,00	2 422,35

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE PRET

CREDIT COOPERATIF

A compter du 6 janvier 2007, la convention AERAS propose de nouvelles dispositions relatives à l'accès à l'assurance et au crédit pour les personnes présentant des risques aggravés de santé.

Pour toute information, n'hésitez pas à contacter le numéro 0821 221 021 (0,12 €/mn) ou le numéro 01.47.24.87.60 (coût d'un appel ordinaire).

nom du client : L'OREILLE EST HARDIE

montant du prêt : 226 000,00 €
à un taux annuel de : 0,710%
durée du prêt : 8 ans
échéances tous les : 1 mois
date de versement prévisionnelle : 17/12/2017
nombre d'échéances : 96

**PRET A ECHEANCES
CONSTANTES**

TEG 0,71%

Ce document n'est pas contractuel

numéro et date Ech. Prév	encours restant dû	capital amorti	intérêts perçus	Frs ADI à chq éch.	montant de l'échéance
48 17/12/2021	114 604,21	2 353,15	69,20	0,00	2 422,35
49 17/01/2022	112 249,67	2 354,54	67,81	0,00	2 422,35
50 17/02/2022	109 893,73	2 355,94	66,41	0,00	2 422,35
51 17/03/2022	107 536,40	2 357,33	65,02	0,00	2 422,35
52 17/04/2022	105 177,68	2 358,72	63,63	0,00	2 422,35
53 17/05/2022	102 817,56	2 360,12	62,23	0,00	2 422,35
54 17/06/2022	100 456,04	2 361,52	60,83	0,00	2 422,35
55 17/07/2022	98 093,13	2 362,91	59,44	0,00	2 422,35
56 17/08/2022	95 728,82	2 364,31	58,04	0,00	2 422,35
57 17/09/2022	93 363,11	2 365,71	56,64	0,00	2 422,35
58 17/10/2022	90 996,00	2 367,11	55,24	0,00	2 422,35
59 17/11/2022	88 627,49	2 368,51	53,84	0,00	2 422,35
60 17/12/2022	86 257,58	2 369,91	52,44	0,00	2 422,35
61 17/01/2023	83 886,27	2 371,31	51,04	0,00	2 422,35
62 17/02/2023	81 513,55	2 372,72	49,63	0,00	2 422,35
63 17/03/2023	79 139,43	2 374,12	48,23	0,00	2 422,35
64 17/04/2023	76 763,90	2 375,53	46,82	0,00	2 422,35
65 17/05/2023	74 386,97	2 376,93	45,42	0,00	2 422,35
66 17/06/2023	72 008,63	2 378,34	44,01	0,00	2 422,35
67 17/07/2023	69 628,89	2 379,74	42,61	0,00	2 422,35
68 17/08/2023	67 247,74	2 381,15	41,20	0,00	2 422,35
69 17/09/2023	64 865,18	2 382,56	39,79	0,00	2 422,35
70 17/10/2023	62 481,21	2 383,97	38,38	0,00	2 422,35
71 17/11/2023	60 095,83	2 385,38	36,97	0,00	2 422,35
72 17/12/2023	57 709,04	2 386,79	35,56	0,00	2 422,35
73 17/01/2024	55 320,83	2 388,21	34,14	0,00	2 422,35
74 17/02/2024	52 931,21	2 389,62	32,73	0,00	2 422,35
75 17/03/2024	50 540,18	2 391,03	31,32	0,00	2 422,35
76 17/04/2024	48 147,73	2 392,45	29,90	0,00	2 422,35
77 17/05/2024	45 753,87	2 393,86	28,49	0,00	2 422,35
78 17/06/2024	43 358,59	2 395,28	27,07	0,00	2 422,35
79 17/07/2024	40 961,89	2 396,70	25,65	0,00	2 422,35
80 17/08/2024	38 563,78	2 398,11	24,24	0,00	2 422,35
81 17/09/2024	36 164,25	2 399,53	22,82	0,00	2 422,35
82 17/10/2024	33 763,30	2 400,95	21,40	0,00	2 422,35
83 17/11/2024	31 360,93	2 402,37	19,98	0,00	2 422,35
84 17/12/2024	28 957,14	2 403,79	18,56	0,00	2 422,35
85 17/01/2025	26 551,92	2 405,22	17,13	0,00	2 422,35
86 17/02/2025	24 145,28	2 406,64	15,71	0,00	2 422,35
87 17/03/2025	21 737,22	2 408,06	14,29	0,00	2 422,35
88 17/04/2025	19 327,73	2 409,49	12,86	0,00	2 422,35
89 17/05/2025	16 916,82	2 410,91	11,44	0,00	2 422,35
90 17/06/2025	14 504,48	2 412,34	10,01	0,00	2 422,35
91 17/07/2025	12 090,71	2 413,77	8,58	0,00	2 422,35
92 17/08/2025	9 675,51	2 415,20	7,15	0,00	2 422,35
93 17/09/2025	7 258,88	2 416,63	5,72	0,00	2 422,35
94 17/10/2025	4 840,82	2 418,06	4,29	0,00	2 422,35

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE PRET

CREDIT COOPERATIF

A compter du 6 janvier 2007, la convention AERAS propose de nouvelles dispositions relatives à l'accès à l'assurance et au crédit pour les personnes présentant des risques aggravés de santé.

Pour toute information, n'hésitez pas à contacter le numéro 0821 221 021 (0,12 €/mn) ou le numéro 01.47.24.87.60 (coût d'un appel ordinaire).

nom du client : L'OREILLE EST HARDIE

montant du prêt : 226 000,00 €
à un taux annuel de : 0,710%
durée du prêt : 8 ans
échéances tous les : 1 mois
date de versement prévisionnelle : 17/12/2017
nombre d'échéances : 96

PRET A ECHEANCES
CONSTANTES

TEG 0,71%

Ce document n'est pas contractuel

numéro et date Ech. Prév	encours restant dû	capital amorti	intérêts perçus	Frs ADI à chq éch.	montant de l'échéance
95 17/11/2025	2 421,33	2 419,49	2,86	0,00	2 422,35
96 17/12/2025	0,00	2 421,33	1,02	0,00	2 422,35
Total		226 000,00	6 545,60	0,00	232 545,60